Shining Ethiopia : l'Éthiopie post-communiste du nouveau millénaire

*Alain Gascon**

Depuis septembre 2007, l'Éthiopie fête l'an 2000[1] : ce millénaire célèbre, à la fois, son prestigieux passé et sa renaissance « lumineuse. », en quelque sorte une *Shining Ethiopia* dans la lignée du slogan électoral *Shining India* du BJP (parti nationaliste hindouiste). Ce courant, qui représente les hommes d'affaires des métropoles, entend substituer à l'image d'une Inde rurale et misérable la figure d'Indiens tournés vers la technique et la consommation. Comme en Inde, à Addis Abäba et dans les régions, émerge une frange d'entrepreneurs décidés à effacer les images qui associent misère et Éthiopie. La coalition au pouvoir depuis 1991, a pris la tête du changement, mais contrairement au BJP, elle a gagné les élections législatives de mai 2005, sauf dans la capitale[2]. En effet, le programme *Cleaning the City*, une rénovation urbaine à la hache comme en Chine, y a entraîné la destruction des quartiers pauvres du centre. À l'annonce de la victoire électorale nationale du pouvoir, les manifestations ont dégénéré en émeutes, brutalement réprimées, à Addis Abäba et dans les grandes villes. Toutefois, ni cette violence, ni l'intervention en Somalie, ni les souvenirs de la dictature marxiste de Mängestu Haylä Maryam (1977-1991) ou du conflit éthio-érythréen (1998-2000), rien ne gâte la liesse populaire autour du nouveau millénaire. La télévision d'État retransmet, tous les jours et dans tout le pays, les célébrations de l'an 2000. En janvier 2008, les habitants d'Addis Abäba, encore nombreux, fréquentaient l'exposition en plein air du millénaire inaugurée quatre mois plus tôt. Depuis le début de l'année 2000 éthiopienne, les Éthiopiens de la diaspora, généralement très réservés vis-à-vis du Premier ministre, Mälläs Zénawi, affluent dans les hôtels de la capitale. Souvent, membres des communautés d'exilés aux États-Unis, ils ont, en 2005, largement financé les opposants au régime et appelé au soulèvement dès l'annonce de la victoire du pouvoir aux législatives ; devant la brutalité de la répression gouvernementale, les bailleurs internationaux et les ONG ont suspendu leurs dons. Avec

---

* Géographe, Professeur, Université Paris 8, Institut français de géopolitique, 2, rue de la Liberté 93526 Saint-Denis Cedex – adgascon@noos.fr.

1. 2000 AM [Année de la Miséricorde] : en « retard » de 7 ans sur le calendrier grégorien.

2. En Inde, le parti du Congrès, vainqueur, s'est appuyé sur la paysannerie.

l'intervention éthiopienne en Somalie (décembre 2006-janvier2007) l'aide et les investissements ont repris [Tsedeye, 2007].

Les chantiers, confiés en 2006 à des entreprises chinoises, ont été achevés et d'autres, plus considérables, sont en cours : la capitale se hérisse de tours de verre et d'acier, tandis que son sous-sol est éventré pour poser les égouts. Des universités, publiques et privées, s'édifient dans les capitales régionales et les villes moyennes. Le téléphone mobile, limité à Addis Abäba jusqu'en 2006, est maintenant utilisable sur tout le territoire au même titre que l'accès à *Internet*[3]. Il y a deux ans, des centaines de serres, produisant des fleurs coupées pour l'Europe, ont poussé autour de la capitale. Aujourd'hui, elles sont des milliers dans un rayon de plus de 100 km autour de l'aéroport. Cette fièvre du béton, du goudron et du téléphone n'a pas saisi l'Éthiopie dès la chute de Mängestu en 1991. On a prudemment attendu : le fédéralisme et la sécession érythréenne n'annonçaient-ils pas le démantèlement du vieil empire, comme avait éclaté l'URSS [Gascon, 1991] ? Le gouvernement a lancé les chantiers après avoir remporté la victoire sur l'Érythrée en 2000. Dès 2004, ils ont changé le paysage de la capitale, puis, à partir de 2006, atteignent les régions et aujourd'hui, déferlent sur tout le territoire. La fièvre immobilière a donné naissance à une bulle spéculative foncière qui tire la croissance économique à un rythme asiatique. Ni l'augmentation des prix des produits agricoles et pétroliers ni la vive inflation monétaire n'altèrent la confiance des autorités.

Pour qui a connu les tristes célébrations patriotiques réglées par les Nord-Coréens de dictature militaro-marxiste de Mängestu, le contraste est violent. Une nouvelle Éthiopie est en train de naître avec le troisième millénaire. Elle rompt avec le temps long du monde paysan, soumis à l'Église qui prône l'ascèse et se méfie de l'étranger et de la nouveauté [Gascon, 2006 ; Ancel, 2006]. Elle escamote quinze ans de « socialisme des casernes » [Markakis, 1987], disparus et refoulés dans la mémoire collective, comme un mauvais rêve ou une parenthèse de l'histoire. La greffe marxiste, qualifiée d'étrangère, n'a pas pris, mais de cette épreuve a accouché une nouvelle Éthiopie : *Shining Ethiopia* surgit d'une période sombre et obscure de guerre civile. L'État et l'Église, affaiblis par la révolution, ont perdu le monopole des techniques d'encadrement avec l'irruption de l'éducation et des médias. La société éthiopienne encore rurale à plus de 80 %, vit un brutal et soudain déracinement avec un exode rural renforcé, l'arrivée de la télévision, d'*Internet* et du portable et le désenclavement routier. Comme en Chine et en Inde[4], souvent prises comme modèles, dans les médias éthiopiens, les lumières de la mondialisation ne brillent que pour un petit nombre, des *happy few*. Or, les masses « restées dans les ténèbres » ne sont plus cantonnées au-delà des routes asphaltées dans la campagne des provinces lointaines, mais entassées, à Addis Abäba, dans les quartiers spontanés et illégaux qui s'insinuent en contrebas de l'hôtel *Sheraton*, dans le cloaque des vallées encaissées [Bezunesh, 2007].

3. Le haut débit hertzien est annoncé pour bientôt.

4. Les Indiens ont représenté, dans les années 1970, la moitié des professeurs de l'enseignement secondaire éthiopien : ce sont eux qui ont appris l'anglais aux Éthiopiens (témoignage personnel).

Un premier point rappellera combien la révolution, qui s'est revendiquée marxiste et internationaliste, appartient à l'histoire éthiopienne et l'a marquée profondément ainsi qu'on l'a écrit : « Or la révolution de l'Éthiopie ne doit presque rien à personne d'autres qu'aux Éthiopiens » [Lefort, 1981, p. 11]. Dans un deuxième temps, nous verrons que l'État ethnofédéral, bien que prétendant rompre avec le passé centralisateur et interventionniste, n'en demeure pas moins l'instigateur, l'ordonnateur et le régulateur de l'ouverture sur le monde à l'instar de ses prédécesseurs Menilek II, Haylä Sellasé ou Mängestu.

Le socialisme des casernes, une parenthèse ?

Märét lä arrashu (la terre à celui qui la cultive)

La révolution de 1974, déclenchée par les militaires, a recueilli l'adhésion de la population urbaine éduquée, lassée par l'incurie de l'Ancien Régime face au retour de la famine en 1973-1974. Le *Därg* [la junte militaire] s'est rallié au socialisme dur et nationalisé les biens des commerçants et des hommes d'affaires étrangers provoquant leur départ. Il gagna une extraordinaire popularité en décrétant, en 1975, une réforme agraire radicale qui abolissait toutes les formes antérieures de tenure. Cette mesure n'a pas entraîné le déchaînement des forces productives, espéré, mais a effacé la distinction entre les descendants des peuples vaincus par Menilek et leurs vainqueurs [Gascon, 1995]. En effet, dans les régions situées au sud d'Addis Abäba et annexées par les armées de Menilek entre 1889 et 1913, soixante-quinze ans après leur soumission, les paysans demeuraient encore réduits à l'état de tenanciers précaires à part de fruit, Ils accueillirent donc la réforme avec enthousiasme. En revanche, les agriculteurs chrétiens du cœur historique du Nord entrèrent en rébellion, avec la bénédiction de l'Église, désireux de conserver la règle traditionnelle d'accès à la terre par l'appartenance aux lignages [Gebru, 1991]. Ainsi, au cours de la guerre civile qui déchira par la suite l'Éthiopie, le Sud ne s'est-il jamais soulevé contre les militaires. En 1991, ce furent des armées venues du Nord qui chassèrent Mängestu : les indépendantistes d'Érythrée, alliés pour la circonstance, au front populaire de libération du Tegray (FPLT). C'est son *leader*, Mälläs Zénawi, Premier ministre depuis treize ans, qui dirige toujours aujourd'hui l'Éthiopie.

Staline en Éthiopie ?

Mängestu imposa sa dictature en 1977 après la réforme agraire et quand la situation intérieure et extérieure se dégrada. Militaires et militants des partis politiques devenus clandestins s'affrontèrent alors à Addis Abäba et dans les autres grandes villes pendant la Terreur dite « rouge et blanche ». Les exécutions sommaires provoquèrent la fuite massive des jeunes opposants éduqués vers les États-Unis. Alliés privilégiés de l'Éthiopie depuis 1945, ceux-ci rompirent alors avec Mängestu. Ce dernier se retourna vers l'URSS, Cuba et les « pays frères » qui l'aidèrent à repousser l'agression somalienne de Siyaad Barre (1977-1978). Devenu populaire à la suite de

la victoire sur la Somalie et de la reconquête de l'Érythrée « utile », Mängestu lança, en 1979, la « Révolution verte ». Elle devait entraîner « l'extinction du mode de production paysan » dans un pays où plus de 90 % des 42 millions d'habitants vivaient de l'agriculture et de l'élevage. Ayant nationalisé le commerce, de gros comme de détail, le gouvernement escomptait que les agriculteurs livreraient leur production aux organismes d'État. Mais nombre d'entre eux dissimulèrent leurs récoltes, les vendirent en contrebande et même les détruisirent. Les autorités répliquèrent par des contrôles incessants et l'obligation d'un passeport intérieur. Jugeant que les paysans étaient affaiblis par la famine de 1984-1985, Mängestu décida d'accélérer la collectivisation de leurs terres les accusant d'être des *koulaks* (*sic*)[5]. Il réinstalla de force les agriculteurs sinistrés du Nord dans le Sud et regroupa les paysans dans des « nouveaux villages » égrenés le long des routes. Outre leur brutalité et leur improvisation, ces transferts autoritaires consommèrent la rupture entre la paysannerie et le régime et scandalisèrent les étrangers. Cela montrait, avec éclat, que le régime révolutionnaire, quoi qu'éclairé par les « lumières de la science » et l'expérience des pays frères, n'était pas plus capable que l'Ancien Régime de lutter contre la famine [Gallais, 1989 ; Gascon, 2007]. La collectivisation de Mängestu s'inspirait de celle de Staline, mais elle visait moins à éliminer une classe qu'à assurer la mainmise d'une révolution, née en ville, sur les campagnes. Au Nord comme au Sud du pays, elle souleva, contrairement à la réforme de 1975, l'opposition unanime des paysans achevant ainsi l'unification du monde paysan mais, contre le régime.

En 1975 également, le *Därg* avait proclamé l'égale dignité des cultures, des langues et des peuples d'Éthiopie tout en reconnaissant à l'amharique, la langue du roi, le statut de langue nationale. Son programme d'alphabétisation, dans les idiomes locaux et en amharique, reçut une récompense de l'UNESCO. Mängestu créa un Institut des nationalités qui dénombra 75 nationalités en reprenant les critères linguistiques définis par le rapport commandé par Lénine à Staline qui fut d'ailleurs traduit en amharique. En 1987, le *Därg* annonça sa dissolution et l'avènement de la république populaire et démocratique d'Éthiopie. Le Parlement, élu au suffrage universel, choisit Mängestu, déjà chef des armées et secrétaire général du parti (unique) des travailleurs éthiopiens, comme chef de l'État. Fondé sur les travaux de l'Institut des nationalités, le découpage territorial de 1987 octroyait à cinq des vingt-cinq nouvelles régions, l'autonomie politique et culturelle. Ces concessions, d'ailleurs limitées par l'omnipotence de l'administration, de l'armée et du parti, vinrent trop tard. En effet, en 1988 et 1989, les fronts de libération d'Érythrée et du Tegray chassèrent l'armée éthiopienne du Nord, préparant les offensives victorieuses de 1991. Lorsque le conflit s'intensifia, tous les programmes d'équipement et de construction s'arrêtèrent et l'entretien des infrastructures cessa. L'Éthiopie, en 1991, ressemblait à une Corée du Nord africaine où tout était rationné et tous les étals vides. Seuls les Coréens, ordonnateurs des fêtes révolutionnaires et chargés de la Garde présidentielle, soutinrent Mängestu jusqu'au bout.

5. Staline utilisa *koulak* afin de stigmatiser les paysans « riches », en réalité ceux qui refusèrent la collectivisation forcée de 1929.

Une grande caserne

La révolution, captée par les militaires, a conçu les rapports sociaux sur le modèle de la hiérarchie militaire. Or, en Éthiopie, l'armée nationale est une institution neuve qui date de 1942 alors que la royauté et l'Église ont une existence millénaire. Jusqu'en 1936, les chefs régionaux [*ras*] rejoignaient le souverain à la tête de leurs contingents à l'appel des tambours de guerre [*nägarit*]. Leur fidélité avait un prix et, en cas de refus, ils n'hésitaient pas à abandonner le champ de bataille. Malgré tout, Menilek réussit à battre les Italiens à Adwa (1896). L'organisation sociale reflète, jusqu'à aujourd'hui, l'ordre voulu par Dieu, dans sa hiérarchie et jusque dans le système foncier et fiscal. L'inférieur obéit et se soumet à son supérieur, car son autorité vient de Dieu, à la condition que ce dernier transmette au souverain les doléances du peuple. Mängestu a éliminé les corps intermédiaires (administration, noblesse locale, clergé, lettrés) qui faisaient écran entre son pouvoir absolu et le paysan éthiopien. Rien ne remontait plus de la base au chef suprême qui, de toute façon, ignorait la loi divine. Mängestu a fait de l'Éthiopie une immense caserne où des militaires inexpérimentés se trouvèrent pris (et broyés) dans un engrenage de décisions qu'ils ne pouvaient maîtriser. La nationalisation des biens étrangers ayant privé l'Éthiopie de compétences et de capitaux, l'État a dû s'improviser commerçant et chef d'entreprise. Les lendemains de la réforme agraire avaient surpris le *Därg* qui ne s'attendait ni au soulèvement de la paysannerie du Nord ni à la stagnation de la production, méconnaissant qu'entre 1970 et 1984, la population était passée de 25 millions à 42 millions d'habitants. Il cria au sabotage des paysans dissimulateurs et *koulaks*, ennemis de classe. Face à l'opposition du clergé des régions chrétiennes du Nord à la réforme agraire, le *Därg*, qui avait dénoncé la puissance foncière de l'Église et l'alliance du haut clergé avec le *negus*, déchaîna une violente campagne anticléricale [Eide, 2000]. Il répudia le mythe fondateur salomonien éthiopien[6] au nom du matérialisme historique, notion tout à fait étrangère aux Éthiopiens. Il se priva, ainsi, d'une explication admise par tous en cas de catastrophes : la colère de Dieu à l'encontre de son Peuple infidèle. Si Dieu n'existe plus, qui est responsable ? Le gouvernement athée.

L'État ethnofédéral, metteur en scène du capitalisme national

Ethnofédéralisme ou éthiofédéralisme ?

En 1991, la coalition de fronts « ethniques », emmenée par le FPLT, qui a pris le pouvoir à Addis Abäba a prétendu rompre totalement avec la dictature de Mängestu et au delà avec la centralisation instaurée par Menilek et Haylä Sellasé au profit du seul groupe des Amhara. Mälläs Zénawi, président du gouvernement provisoire puis Premier ministre en 1995, a procédé au partage « ethnique » du territoire de l'Éthiopie. La constitution de 1995 reconnaît à chaque peuple, nation

6. Menilek Ier, fils de Salomon et de la reine de Saba, serait le fondateur de la dynastie éthiopienne et les Éthiopiens, des Israélites qui ont accepté l'Évangile.

et nationalité, sur son territoire, une autonomie allant jusqu'au droit à la sécession [Merera, 2003]. L'Éthiopie est divisée en onze régions-États [*kellel*] : trois d'entre elles et les villes d'Addis Abäba, de Harär et de Dirré Dawa, au statut particulier, regroupent des populations hétérogènes. Le partage ethnofédéral épouse, en partie, les limites de la carte linguistique tracée, sous Mängestu, par l'Institut des nationalités. Le découpage de l'Éthiopie fédérale est, en quelque sorte, un avatar du rapport de Staline. Chaque région a le droit d'imposer l'usage de sa propre langue dans la vie administrative et de l'enseigner au primaire. Elle peut la transcrire en caractères latins alors que la langue nationale, l'amharique, utilise les caractères du guèze, la langue liturgique de l'Église. La télévision émet dans les trois langues les plus parlées : l'amharique, l'oromo et le tigrinia, mais la rapide croissance de l'urbanisation favorise les progrès de l'amharique en tant que langue nationale.

La république fédérale et démocratique reconnaît le pluralisme politique : aux élections municipales et législatives, se présentent régulièrement plus de 20 partis « ethniques », regroupés en coalitions instables. Aucune organisation n'a osé revendiquer l'héritage « communiste » du Parti des travailleurs éthiopiens. Jusqu'à présent, la coalition dirigée par le FPLT a conservé la majorité au Parlement tout en confiant des postes ministériels importants, comme l'Agriculture ou les Finances, à ses partis alliés. Les deux présidents fédéraux, élus successivement en 1995 et 2001, étaient des parlementaires indépendants d'origine oromo, comme 35 % de la population, mais ils n'ont qu'un pouvoir de représentation. Choisi dans la majorité parlementaire, le Premier ministre, Mälläs Zénawi, un Tegréen, a dirigé la lutte du FPLT dans les maquis (1975-1991). Dans le *kellel* du Tegray, sa base électorale où son mouvement rafle tous les sièges, vit moins de 6 % des Éthiopiens [CSA, 2006]. Or, à Addis Abäba (4 % de la population), les deux coalitions de l'opposition ont gagné les élections en 2005. Maniant la répression et jouant des désaccords entre opposants dans les *kellel*, la coalition gouvernementale a conservé la majorité [Bezunesh, 2005 ; Gilkes, 2006]. Toutefois, la croissance rapide de la capitale paraît menacer, à terme, la pérennité du *leadership* tegréen. Sentant venir le danger, le FPLT a créé dans chaque village, bourg ou ville du Tegray des *mängestawi buden* : des « équipes gouvernementales » qui encadrent étroitement la population[7]. Est-ce un nouveau parti unique ? On a remarqué que dans beaucoup de domaines, le *kellel* du Tegray, celui de Mälläs, a été un précurseur. Le gouvernement, appuyé sur l'administration fédérale, joue les arbitres entre les intérêts divergents des régions. L'ethnofédéralisme devient ainsi un « éthiofédéralisme » qui fait de l'Éthiopie, jadis gouverné par le roi des rois, une nation de nations.

Le miracle éthiopien au service de l'État

Mälläs Zénawi se sert des instruments de la modernité pour renforcer le pouvoir central. À l'intérieur et à l'extérieur, il se fait le voyageur de commerce de l'Éthiopie entreprenante. Entre 2006 et 2008, le rythme des constructions s'est encore accéléré par rapport à la période 2004-2006. Finies les rustines de goudron

7. Je remercie Alula Pankhurst de cette information.

sur les routes italiennes : les Chinois retracent, élargissent et prolongent les axes partant de la capitale, désormais évitée par un boulevard périphérique et desservie par une nouvelle aérogare. Des quartiers verticaux entourent le *Hilton*, l'Union africaine, le *Sheraton* et se poursuivent vers l'aéroport. Des *malls* (centres commerciaux) et des *condominiums* (immeubles d'appartements loués ou vendus) attendent les classes moyennes tandis qu'à l'est, des lotissements de villas, parfois fermés, accueillent les Éthiopiens de la diaspora venus prendre leur retraite au pays. Le long des avenues, la municipalité a favorisé l'ouverture de centaines de modestes échoppes. Sur 100 à 150 kilomètres le long de l'étoile routière centrée sur Addis Abäba, des milliers de serres, gérées par des *joint-ventures* avec des Néerlandais ou des Israéliens, exportent leur production vers l'Europe par avion. En 2004 et encore en 2006, on se demandait si ces chantiers pharaoniens ne deviendraient pas des éléphants blancs. Or en janvier 2008, le téléphone portable couvre tout le territoire où le moindre bourg a ouvert son *télé-center*. L'interconnexion des grands centres est achevée alors que de nouvelles centrales électriques entrent en production. Les routes sont revêtues, les constructions sorties de terre, les universités ouvertes et les lotissements d'habitations et d'activités déjà occupés. Bien mieux, la fièvre a gagné Nazrét, au sud d'Addis Abäba, où poussent les entreprises, les garages et les ateliers, entre autres, du groupe éthio-chinois *Sunshine*. L'épidémie du bâtiment touche les capitales régionales (Awasa, Gondär, Bahar Dar, Mäqälé, Dirré Dawa ou Jimma) et même les villes moyennes (Ambo, Wäliso, Däbrä Berhan). Signe des temps : les enfants appellent désormais les étrangers non plus *färänj* (Européen blanc) mais *china*.

Un magnat éthio-saoudien tout-puissant

Pareille expansion surprend notamment parce qu'elle semble s'installer dans la durée. L'Éthiopie comprend plus de 77 millions de consommateurs mais leur revenu *per capita* atteint tout juste 1 000 $ ppa. En plein essor, les exportations de café, de fleurs coupées et de produits agricoles bénéficient de la montée des prix agricoles internationaux. À l'inverse, fin janvier, le prix des carburants a augmenté de 28 % sans cependant provoquer de protestations violentes. Mais d'où vient exactement l'argent qui, depuis 2000, fait briller *Shining Ethiopia* ?

Quand on pose la question, le nom d'un ami de Mälläs, cheikh Al-Amoudi, revient toujours. Musulman né en Éthiopie d'une mère éthiopienne et d'un père saoudien, il dirige le conglomérat MIDROC [8] qui a largement profité des privatisations des entreprises d'État. Il a maintenu, à la demande du gouvernement, dans le giron éthiopien des entreprises jugées stratégiques. Il est présent dans l'agro-industrie, l'informatique, les services, les transports routiers et aériens et dans les investissements de prestige comme l'hôtel *Sheraton*. Nommé docteur *honoris causa* de l'Université d'Addis Abäba, il a également droit à une place d'honneur à l'exposition du millénaire. Loué par les uns comme le sauveur, vilipendé par d'autres qui l'accusent de vendre l'Éthiopie aux Arabes : il n'est pas facile de se faire une idée. Il joue de ses amitiés dans la péninsule Arabique pour attirer les investisseurs du

8. Mohammed International Development Research Organization.

Golfe en promouvant l'image de l'Éthiopie comme un pays stable, ami des États-Unis et de l'Union européenne et où les salaires sont très bas. Il reprend en cela la tradition des hommes d'affaires musulmans qui ont gravité autrefois dans l'entourage des *negus* avec les Arméniens et les Grecs. En effet, les Éthiopiens chrétiens dédaignaient l'artisanat et le commerce et préféraient l'agriculture ou le service du souverain. Sous Haylä Sellasé, la Cour avait commencé à prendre des intérêts dans les *joint-ventures* sans en assumer directement la gestion [Gilkes, 1975]. La révolution de 1975 a fait fuir les Grecs, les Arméniens, les Libanais ou les Italiens qui dirigeaient des entreprises industrielles et commerciales. Pour les remplacer, le *Därg* a fait appel à des fonctionnaires ou à des militaires, souvent inexpérimentés. Avec la libéralisation de l'économie, les Éthiopiens formés à l'étranger ou exilés revenus les ont pris en charge et y ont introduit l'informatique et *Internet*.

À la merci de l'aide internationale et de la diaspora ?

L'aide internationale publique est devenue l'un des premiers postes des recettes du budget de l'Éthiopie. L'Europe, la première donatrice, finance en priorité les travaux d'infrastructure effectués par les Chinois qui, eux-mêmes, sous-traitent les finitions à des micro-entreprises locales. Les innombrables ONG étrangères, installées à Addis Abäba et dans les capitales régionales, ont massivement recruté des jeunes éduqués locaux parlants anglais. En effet, les organisations humanitaires et les bailleurs internationaux doivent passer par les ministères fédéraux éthiopiens, leurs interlocuteurs obligés. Leurs employés éthiopiens ont, à leur tour, fondé des ONG Sud-Sud, sous-traitantes des organisations humanitaires. Tout étranger qui veut ouvrir une entreprise ou obtenir une concession foncière doit s'associer à un Éthiopien. La douane, comme par le passé, taxe lourdement les biens et services importés. Toutefois, les autorités ont, récemment, assoupli leurs exigences vis-à-vis des exilés éthiopiens, devenus citoyens américains, qui veulent revenir en Éthiopie. Le pouvoir central qui empêche les *kellel* d'établir des relations directes avec les bailleurs étrangers dispose ainsi d'un moyen de pression efficace sur les autorités régionales. Lui-même, n'est pas à l'abri des pressions : en 2000 à l'annonce de l'offensive éthiopienne en Érythrée et en 2005 à la suite de la répression des émeutes, les Européens et les États-Unis ont suspendu leur aide. Mälläs, son fidèle Seyum Mäsfen, ministre des Affaires étrangères, et les diplomates éthiopiens, ont su déployer des trésors de persuasion afin de rétablir les flux de capitaux. L'État éthiopien fédéral impulse, encadre, contrôle et utilise le miracle économique éthiopien pour se renforcer. Dans les rencontres avec les instances financières internationales, les fonctionnaires éthiopiens sont réputés être des négociateurs opiniâtres. La tradition de l'intervention du pouvoir politique est ancienne : les souverains modernisateurs et unificateurs (Téwodros 1855-1868, Menilek 1889-1913, Haylä Sellasé 1916-1974), insoupçonnables de marxisme, ont toujours tenu en bride les entrepreneurs d'origine étrangère. Un livre récent qui, documents à l'appui, épingle les relations entre le pouvoir et les entreprises a été épuisé en quelques semaines [Bogalä, 1996]. Sa lecture n'explique cependant rien sur l'origine des sommes considérables mobilisées pour que brille *Shining Ethiopia*. On se

tourne alors vers la diaspora des États-Unis et d'Europe qui a assuré le succès du millénaire et vers les migrants qui travaillent au Yémen, à Dubaï et à Beyrouth. Les banques proposent toutes des transferts d'argent et les agences *Western Union* s'ouvrent dans toutes les grandes villes.

Plus domestiques que salariés

L'État fédéral a choisi d'attirer les entreprises et les emplois sans se préoccuper du droit du travail. Avant et pendant la révolution, la confédération syndicale officielle était la courroie de transmission du pouvoir politique. Or en 1991, la courroie a été coupée. Les relations de travail s'inscrivent, sauf dans la fonction publique [Haile Kiros, 1978] et dans les emplois de service, dans un rapport de maître à domestique. Ce fut longtemps la seule forme d'emploi rémunéré car les travaux manuels étaient effectués jusqu'en 1936, par des paysans réquisitionnés ou des esclaves. En 2008 toujours, la domesticité, le louage à la journée d'homme ou de femme de peine ou la revente à la pièce représentent une part prédominante du travail : aucun contrat écrit, aucune protection sociale, sinon l'aumône ou la mendicité. De plus, l'exode rural fournit un contingent toujours renouvelé de travailleurs prêts à accepter n'importe quel emploi. On peine dans l'atmosphère confinée et chargée de pesticide des serres, pour 1 $ ou 1 € par jour. Les ONG embauchent des employés de bureau pour un salaire de 60 € par mois.

Traditionnellement, les hommes travaillent à l'extérieur et les femmes tiennent la maison et préparent les repas. Dans le cas où leur mari ne subvient pas aux besoins du ménage, elles peuvent prendre l'initiative de la séparation. Beaucoup d'hommes étant morts à la guerre, des femmes ont hérité de l'exploitation agricole alors qu'auparavant elles en étaient exclues. Grâce à la révolution, les femmes ont bénéficié de programmes d'alphabétisation, mais elle les a embrigadées dans des organisations de masse qui ont survécu à la chute de Mängestu. Toutefois, elle n'a, pas plus que l'Ancien Régime, réussi à enrayer la prostitution. Les femmes continuent d'occuper la grande majorité des emplois pénibles (portage de l'eau ou du bois) ou domestiques peu qualifiés. Avant la révolution, quelques-unes avaient occupé des postes dans la fonction publique (enseignement, bureaucratie, police), voire des fonctions clés et de prestige. De 1916 à 1930, Zäwditu, reine des rois, régna sur l'Éthiopie et une femme fut maire d'Addis Abäba. La révolution a aussi promu des femmes au gouvernement et à des rangs élevés dans les administrations, plus rarement dans les entreprises. Si la société n'en fait pas d'éternelles mineures, les femmes subissent, plus que les hommes, des relations de travail où le salarié demeure un domestique « bon à tout faire. » Remarquons qu'à Beyrouth ou à Dubaï, les migrantes et migrants éthiopiens, derniers arrivés, y occupent le bas de l'échelle sociale !

Shining Ethiopia *ou éternelle Éthiopie ?*

L'Éthiopie éternelle, hors du temps, où tout changeait pour que rien ne bouge [9], était celle du dernier *negus*. Sous Mängestu, la tendance à la fermeture, au repli sur

9. Comme le déclare le prince Salina dans *le Guépard*.

soi, permanente dans l'histoire éthiopienne, s'est exacerbée si bien qu'on ne pouvait, sans permission, sortir ni du pays ni de son village. Jamais, aucun *negus*, n'avait réussi à encaserner son peuple à ce point. Alors que Menilek et Haylä Sellasé avaient prudemment équilibré les influences étrangères, Mängestu rejoignit l'URSS avec l'enthousiasme et l'application des novices. Cet alignement faillit coûter à Addis Abäba son rang de capitale de l'Afrique et le siège de l'OUA. Au contraire, l'Éthiopie fédérale post-communiste s'est, elle, largement ouverte sur le monde, accueillant toujours plus d'ambassades, d'ONG et d'entreprises de toute provenance. Elle cherche à équilibrer l'influence des grands bailleurs (États-Unis, Union européenne) en se tournant vers le Golfe, l'Inde, la Chine et le Japon. L'attirance pour le Japon est ancienne : on appelait les intellectuels éduqués à l'étranger qui entouraient Haylä Sellasé, alors souverain francophone modernisateur, *japonisants*. En effet, l'empereur *Meiji* qui avait su prendre aux Occidentaux les instruments techniques de leur puissance pour préserver identité et indépendance japonaises était le modèle. Entre les deux guerres, on envisagea même d'unir les deux familles régnantes. À l'instar des deux derniers *negus*, le gouvernement fédéral met en concurrence les puissances ou les entreprises. L'ethnofédéralisme, qui heurte tant l'opinion éclairée, est accepté par la population car il restaure les corps intermédiaires qui font écran entre le pouvoir central et l'Éthiopien ordinaire. Présenter l'innovation comme un « retour à l'état ancien » est plus qu'une astuce politique, c'est l'utilisation pertinente de la dimension historique de la culture éthiopienne [Fontrier, 1999].

Toutefois, depuis 2004, le miracle éthiopien a plutôt tendance à s'évader de l'état ancien que d'y retourner. Les villes ont servi de banc d'essai à la modernisation, ouverture prudente au marché et précédant celle des campagnes. On se souvient que les paysans ont abandonné Mängestu lorsqu'il a tenté par la collectivisation de reprendre la terre distribuée lors de la réforme agraire. Aujourd'hui, le gouvernement fédéral délègue aux autorités régionales, au nom de la décentralisation, le droit de concéder la terre et de planifier les déplacements de population. Il n'est donc plus le seul à prendre le risque de l'impopularité. Les millions de migrants qui ont quitté les campagnes n'y retourneront pas car la terre y manque cruellement. Les officiels évoquent même l'impensable : sortir du retour cyclique des disettes et des famines en achetant, grâce aux exportations agroalimentaires, la nourriture qui fait défaut. Les Éthiopiens, qui ont acquis à l'étranger les savoirs, les techniques et les capitaux, n'ont cure des préventions de leurs pères à l'encontre du négoce et de la manipulation de l'argent, occupations qu'ils laissaient aux musulmans, aux Levantins ou aux *färänj* [étrangers]. Partie prenante de la bulle foncière, ils se pressent au *Hilton* ou au *Sheraton*, roulent en 4 × 4 et habitent des villas protégées. Cette consommation somptuaire privée ne scandalise pas encore, mais elle choque car elle signifie aussi la fin de l'ancien système de reconnaissance mais aussi de redistribution : celui des banquets où les chefs régalaient tout un quartier en y étalant leur puissance. Ces entrepreneurs, nouveaux riches, adhèrent plutôt aux prêches des Églises pentecôtistes pour qui la réussite matérielle personnelle est une bénédiction de Dieu [Gascon, 2005]. Cependant, ces biens et ces services n'atteignent pas encore les territoires montagnards et arides les plus reculés, pas plus que

les migrants précaires qui vivent sous les tôles au voisinage immédiat des tours, des hôtels et des bureaux en plein centre d'Addis Abäba. Toutefois, les infrastructures, les transports, les écoles, les cliniques et les télécommunications sont utilisés par une partie de plus en plus large de la population. Mais les salaires stagnent à un très bas niveau. Si cela rend la main-d'œuvre attractive, d'un autre côté, la spéculation foncière, l'augmentation du prix des produits agricoles, des carburants et des services rognent les revenus des citadins les plus modestes. L'Éthiopie ne brille pas pour tout le monde.

Le régime actuel est lui-même issu d'un mouvement tout autant marqué par le marxisme et la lutte armée que les militaires qu'il renversa en 1991. Il n'en proclame pas moins, aujourd'hui, son ralliement à la démocratie et à libre entreprise et jamais l'État éthiopien n'a été aussi fort et aussi impliqué dans les activités économiques. Tous les grands chantiers dépendent de capitaux publics alimentés par l'épargne publique et par l'aide internationale. Des firmes étrangères privées, souvent alliées à des groupes éthiopiens, commencent à investir dans la capitale et ses alentours. L'administration peine à suivre la vague de création de petites entreprises qui bourgeonnent autour d'un téléphone, d'un ordinateur, dans un souk, une cour, en dehors de tout contrôle. Ces boutiques gagnent les rues importantes faisant sortir le commerce des quartiers où il était habituellement cantonné. Le miracle économique, tel que le célèbre le millénaire éthiopien, est sensible aux aléas de la conjoncture nationale, régionale et mondiale. Qu'adviendra-t-il si des désordres intérieurs éclatent ou si les rapports avec l'Érythrée et la situation en Somalie se tendent ? La nuit tombera-t-elle sur *Shining Ethiopia* si le prix du pétrole continue son ascension ?

BIBLIOGRAPHIE

BEZUNESH TAMRU [2005], « Le rôle du vote urbain dans les élections éthiopiennes de 2005 », *Afrique contemporaine*, n° 216, p. 183-202.

BOGALÄ ASÄFFA [1996 AM], *Tallaqu séra. Yä hezbawi Wäyyané harennät Tegray, yä negd impayr* [Le grand complot. L'empire commercial du Front populaire de libération du Tegray], Addis Abäba, 85 p.

CENTRAL STATISTICAL AUTHORITY [2006], *Statistical Abstract 2006*, Addis Ababa, p. 18-65.

EIDE Ø. M. [2000], *Revolution and Religion in Ethiopia. The Growth and Persecution of the Mekane Yesus Church 1974-85*, Oxford-Athens-Addis Ababa, James Currey-Ohio University Press-AA University Press, Eastern African Studies, 300 p.

FONTRIER M. [1999], « L'ethno-fédéralisme. Retour à un état ancien », in A. Rouaud (dir.), *Les orientalistes sont des aventuriers*, Saint-Maur, Sépia, Bibliothèque Peiresc, 12, p. 215-222.

GALLAIS J. [1989], *Une géographie politique de l'Éthiopie. Le poids de l'État*, Paris, Economica, Liberté Sans Frontières, 213 p.

GASCON A. [1991], « L'Éthiopie autres Balkans. L'Éthiopie fantôme », *Hérodote*, n° 62, 3e trimestre, p. 161-173.

GASCON A. [1995], *La Grande Éthiopie, une utopie africaine. Éthiopie ou Oromie, l'intégration des hautes terres du Sud*, Paris, CNRS Éditions, 246 p.

GASCON A. [2005], « Éthiopie : la croix contre la croix. Fédéralisme et prosélytisme des Églises *penté* », *Les Évangéliques à l'assaut du monde*, *Hérodote*, n° 119, 4e trimestre, p. 95-109.

GASCON A. [2006], *Sur les hautes terres comme au ciel. Identités et territoires en Éthiopie*, Paris, Publications de la Sorbonne, 335 p.

GASCON A. [2007], « Les modifications coercitives du peuplement en Éthiopie : Staline et Pol Pot en Afrique ? », *L'Information géographique*, *Modifications coercitives du peuplement*, mars, p. 27-45.

GILKES P. [1975], *The Dying Lion, Feudalism and Modernization in Ethiopia*, Londres, J. Friedman Publishers, 307 p.

GILKES P. [2006], « Les élections de 2005 », *in* G. Prunier (dir.), *L'Éthiopie contemporaine*, Paris-Addis Abeba, Karthala-CFEE, p. 407-415.

HAILE KIROS ASMERON [1978], *Emergence Expansion and Decline of Patrimonial Bureaucracy in Ethiopia 1907-1974. An Attempt at Historical Interpretation*, Amsterdam, Vrije Universiteit te Amsterdam, 306 p.

LEFORT R. [1981], *Éthiopie, la révolution hérétique*, Paris, F. Maspéro, Cahiers libres 362, 414 p.

MARKAKIS [1987], *National and Class Conflict in the Horn of Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, African Studies Series n° 55, 315 p.

MERERA GUDINA [2003], *Ethiopia : Competiting Ethnic Nationalisms and the Quest for Democracy, 1960-2000*, Addis Ababa, Shaker Publishing, 247 p.

Travaux non-publiés

ANCEL S. [2006], *Épiscopat et encadrement des pratiques religieuses en Éthiopie chrétienne contemporaine. Caractéristiques et évolutions*, thèse de l'INALCO (Études africaines), Paris.

BEZUNESH TAMRU [2007], *Villes et territoires en Éthiopie*, HDR (Géographie), Université Paris 1.

TSEDEYE GIRMA [2007], *La diaspora éthiopienne et son implication dans les élections législatives de mai 2005 en Éthiopie*, Master 1, Institut français de géopolitique, Université Paris 8.